

Le dernier en date est un écrivain algérien, Boualem Sansal, qui a comparé les combattants qui l'ont libéré à l'assassin de la tuerie de Nice en France, le 14 juillet dernier. Pour plaire aux anciens colonisateurs on ne trouverait pas mieux, connaissant la composante sociohistorique de la région du Var. Ainsi trouve-t-il «rigolo» que les Algériens se soient sentis offusqués par son article publié par le journal *Le Monde* le 18 juillet dernier.

Tout comme il constate que «c'est le seul pays au monde où on [lui] fait des polémiques». Il ne s'est pas demandé un seul instant comment auraient réagi ses amis israéliens s'il avait parlé de Netanyahou comme d'un boucher qu'il est. Ce monsieur doit savoir que si son propos avait mis en cause des Papous, la Papouasie serait le seul pays où «on» lui aurait fait «des polémiques». «Chicaneurs..., censeurs», répond-il à ceux qui lui demandent pourquoi crache-t-il sur la tombe de Ben M'hidi au nom de «sa liberté de citoyen de ce pays». Je pense que la citoyenneté ne se réduit pas à un certificat de résidence. Elle inclut tous les éléments qui la constituent, y compris le respect que l'on doit aux symboles de l'Etat et de la nation, dont Ben M'hidi et des millions d'autres. Le voilà qui, comme à son habitude, court se revêtir de son costume «d'intellectuel victime des méchants fellagha», il pousse des cris d'orfraie espérant être entendu de l'autre côté de la mer.

Mais il fait semblant d'ignorer que s'il avait proféré la moindre des insinuations concernant Jean Moulin ou tout autre personnage qui fonde la légende de la France, il aurait reçu une telle volée de bois vert, de tous les médias conjugués, que ses oreilles on bourdonneraient jusqu'à la fin de ses jours. N'en parlons pas s'il avait fait allusion à la Shoah... Ici, en dehors d'une indignation sincère de quelques journalistes qui s'impliquent, l'écume médiatique est morte aussitôt sur la grève sablonneuse. Parfois nos médias se font l'écho d'altercations polémiques autour de publications qui soulèvent ire et courroux des familles ou des compagnons de tel ou tel autre personnage ayant joué un rôle dans notre histoire moderne.

Ainsi, avons-nous assisté, il y a quelques années, aux «batailles des neveux» qui prennent souvent fort mal

à propos, de façon on ne peut plus gauche, la «défense» d'un parent mort au champ d'honneur ou supposé l'avoir été. On privatise un pan d'histoire en invoquant la parenté avec tel ou tel autre héros et on l'écrit à sa guise, selon une recette familiale basée sur le ouï-dire, en fonction du degré d'héroïsme que l'on veut attribuer à sa propre famille. La vaillance et l'intrépidité étant transmissibles exactement comme un legs matériel. Il est le «neveu de X, Allah yerhem chouhada» ou la «cousine au troisième degré de Y mort au combat, rahima Allah chouhada». L'histoire est, jusqu'à preuve du contraire, et elle demeure, inaliénable, tout comme n'en est comptable que l'acteur au niveau individuel. Elle ne peut faire l'objet d'acte notarié pour un héritage ou un quelconque douaire pour un droit d'usufruit. Tu en conviendras, mon frère Yacef, qu'il règne dans l'usage qui est fait de notre histoire un grand désordre. Que ce désordre n'est pas du seul fait de l'ennemi d'hier. Il s'agit donc de commencer à mettre de l'ordre en la demeure. Quand je parle d'ordre, je ne dis pas censure. Je ne dis pas limitation de la recherche historique, de l'investigation. Je ne dis pas fermeture des archives. Au contraire, je souhaite une ouverture sur l'histoire sans complexe aucun. Cela ne signifie nullement l'ouverture de tribunaux pour la prononciation de jugements post-mortem, ou l'organisation d'audiences dans les catacombes.

Il s'agit donc de commencer à mettre de l'ordre en la demeure. Quand je parle d'ordre, je ne dis pas censure. Je ne dis pas limitation de la recherche historique, de l'investigation. Je ne dis pas fermeture des archives. Au contraire, je souhaite une ouverture sur l'histoire sans complexe aucun. Cela ne signifie nullement l'ouverture de tribunaux pour la prononciation de jugements post-mortem, ou l'organisation d'audiences dans les catacombes.

Non ! Que chacun joue le rôle qui lui est imparti de par sa fonction politique, sociale, culturelle, éducative. Si cet écrivain formé par l'école algérienne avait été abreuvé en qualité à la source historique du pays, il n'aurait jamais écrit des crucherries comme-ci : «En un siècle, à force de bras, les colons ont, d'un marécage infernal,

mitonné un paradis lumineux. Seul l'amour pouvait oser pareil défi.

Quarante ans est un temps honnête ce nous semble pour reconnaître que ces foutus colons ont plus chéri cette terre que nous, qui sommes ses enfants.» Parce qu'une histoire enseignée sainement lui aurait appris que bien avant que les Français n'accos-

Que d'inepties ont été écrites sur les personnalités les plus en vue de notre histoire. Depuis l'émir Abdelkader qu'on a traîné dans la boue, puisqu'il s'est rendu aux Français qu'il a combattus durant 17 ans et enregistre ainsi la plus longue résistance à la colonisation de toute l'histoire du colonialisme ! Abane Ramdane a été traité d'agent de la France. Krim, Ben Tobbal, Boussouf, ont été réduits à la seule affaire de Tétouan et l'assassinat de Abane, oubliant leur apport indiscutable à l'issue victorieuse de la guerre de libération. Boudiaf, Bitat, des dizaines d'officiers de l'ALN morts ou vivants ont été jetés dans la bauge... Ceci, tenez-vous bien, au nom de la Vérité Historique !!!

tent sur cette terre, l'Algérie n'était pas un marécage. La propagande israélienne enseigne que la Palestine était un désert avant la spoliation sioniste de 1948.

Je l'invite à lire les chroniques des voyageurs français entre autres, pour qu'il découvre qu'avant les colons, ses ancêtres exportaient outre-Méditerranée du blé, du vin, de l'huile, de la maroquinerie manufacturée, des orfè-

au positivisme pour me rétorquer que je prêche pour une nouvelle religion. Mais j'estime qu'appeler au respect de la chose historique n'est pas trop demander si on considère la nature et surtout l'ampleur des agressions dont elle est l'objet. Nous ne saurions rester comme des naufragés accrochés aux planches du passé. Il faut agir,

ramener cette histoire sur l'avant-scène, non pour oublier le présent, mais parce que justement ce présent en a besoin ne serait-ce que pour l'exemple.

Pour courir dans le bon sens, nous disposons pour cela d'un arsenal de lois qu'il suffit d'appliquer rigoureusement et vigoureusement. L'Organisation nationale des moudjahidine (ONM) devrait avoir dans ce cadre un rôle considérable à tenir. «Si nous venons à mourir défendez nos mémoires.»

Cette phrase de Didouche Mourad devrait être inscrite au fronton de toutes les permanences de l'ONM pour en devenir la devise et inspirer le programme d'action tracé par les historiens, les universitaires, les chercheurs, qui lui donneront la rigueur scientifique nécessaire.

L'ouverture des archives est de nos jours plus que nécessaire pour que ces scientifiques puissent puiser à la source ce qui fera le corpus de ce qui s'enseignera.

Nous ne pouvons pas continuer à bricoler et avancer à la godille. Le passé doit devenir un phare et non un port. Ce pays et ce peuple ont une histoire vraie. Il faut la raconter.

Cdt A.